

9^{ème} Congrès de l'AFSP
Toulouse, 5-7 septembre 2007

Appel à communications

Les acteurs du « régionalisme » : nouvelles perspectives

Date limite pour proposer une communication : 30 janvier 2007

Responsables scientifiques :

Jean-Marie IZQUIERDO (CERVL, IEP DE BORDEAUX) txemaizki@libertysurf.fr

Tudi KERNALEGENN (CRAPE, IEP DE RENNES) tudi.kernalegenn@gmail.com

Alors que les questions relatives aux minorités ethniques ou aux nationalismes d'extrême-droite voient se développer une littérature conséquente en France, celles concernant les nationalismes régionaux et régionalismes identitaires restent encore marginales. Cette situation contraste avec les mondes anglo-saxons et hispaniques où cette littérature constitue un sous-champ des sciences sociales très dynamique¹. La difficulté à importer cette littérature en France réside peut-être dans sa focalisation sur les partis politiques dits « ethno-régionalistes » (cf. de Winter et Türsan, 1998 ; de Winter, Gomez-Reino, Lynch, 2006), dont les forces sont peu importantes en France métropolitaine, voire négligeables si l'on excepte la Corse et la Bretagne. Pourtant des régionalismes forts se développent aussi en France. Or ceux-ci ne peuvent se comprendre qu'en interrogeant la diversité des acteurs sociaux car ces régionalismes s'établissent de façon privilégiée dans d'autres arènes que l'arène électorale.

De fait, les mobilisations collectives sur fonds identitaire, régionaliste ou localiste n'intéressent pas les seuls partis politiques dits nationalistes ou régionalistes. Des mouvements de contestation de projets d'aménagement territorial (mouvements écologistes...), des syndicats localement identifiés souvent indépendants des partis politiques (syndicalismes agricole et ouvrier, syndicats nationalistes...), des mobilisations linguistiques (écoles bilingues, enseignements de langues régionales pour adultes...) participent très fortement à un travail de représentation territoriale, et de ce fait à la construction socio-politique de la réalité régionale. Par ailleurs, des mobilisations innovantes liées notamment aux Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) contribuent également à structurer une activité collective sur un référentiel identitaire et localisé². Des opérations de marketing territorial (du style « Produit en Bretagne ») connaissent également un véritable succès et interpellent les autres territoires à forte identité locale, qu'il s'agisse de promouvoir une marque de vêtement, une télévision locale ou une production agricole ou artisanale... Il peut être suggéré que les représentations identitaires territoriales sont des construits sociaux dynamiques toujours réactualisés. Contredisant ainsi la thèse de l'homogénéisation culturelle inéluctable au profit des États-nations, le régionalisme – et plus généralement le territoire dans sa dimension culturelle et identitaire – devient une ressource pour différents types de mobilisation, notamment face aux logiques de la mondialisation et

¹ Notamment autour des travaux de Michael Keating, John Loughlin, Ramon Maiz, Lieven de Winter, Margarita Gómez-Reino, etc.

² Cf. l'aNTIC (agence Pays basque des NTIC qui promeut notamment la plate-forme Pays basque numérique), la Mission des Technologies de l'information pour la Corse ou encore la mobilisation pour un « .bzh » pour la Bretagne.

plus traditionnellement contre les effets supposés excessivement uniformisateurs des États-nations. Le territoire et l'identité permettent dès lors d'établir de nouvelles solidarités en dehors des cadres idéologiques classiques (mobilisations pragmatiques territoriales primant sur les affinités idéologiques traditionnelles ; pluralité des appréhensions idéologiques du territoire régional en fonction des situations et des acteurs qui permet néanmoins des rapprochements autour d'un même cadre territorial partagé).

L'objet de cet atelier sera donc de mieux comprendre qui sont les protagonistes de ces formes de construction territoriale et plus particulièrement régionale, en insistant sur le dynamisme et le pluralisme des processus sociaux territorialisant. Contrairement aux approches traditionnelles mettant surtout l'accent sur les dynamiques top-down et unitaires (rôle de l'État-nation et de ses institutions d'une part et des élites nationalistes d'autre part) l'atelier se concentrera sur les dynamiques bottom-up et pluralistes. Dès lors, loin de conclure sur la fin des territoires, il s'interrogera sur leur dynamisme et leur pertinence pour les acteurs. Aussi, le propos de cet atelier doit-il être à la fois empirique et méthodologique. Il s'agira d'illustrer les formes de participation qui s'inscrivent dans des logiques territoriales (et plus particulièrement régionales) débouchant sur des identifications collectives. Le champ d'étude sera plus particulièrement la France, même si la comparaison avec d'autres contextes sera privilégiée. Nous nous inspirerons ainsi de dynamiques de recherches actuelles, à l'instar de ceux menés en ce moment à l'Université du Pays basque à Leioa, à l'Institut universitaire européen de Florence ou conjointement par l'Europa Institute d'Édimbourg et l'IEP de Rennes. Aussi, nous souhaitons centrer l'atelier sur quelques axes identifiables à partir desquels travailler :

- Axe 1 : **Les acteurs** des mobilisations territoriales et plus généralement, les acteurs de la construction des réalités régionales : les syndicats, les associations culturelles ou linguistiques, les coopératives, les entrepreneurs, les protagonistes des mouvements sociaux, etc. Nous nous interrogerons sur le rôle et les caractéristiques de chacun pour ce qui est des processus de territorialisation : quels registres de la territorialisation pour les acteurs qui n'apparaissent pas comme spontanément régionalistes ?
- Axe 2 : **Les pratiques** et les stratégies des acteurs et leurs conséquences en termes de territorialisation : la construction des réseaux (l'impact – rôle, conséquences – des réseaux régionaux), les constructions de solidarités régionales, la place des pouvoirs publics (animateur, coordinateur, ou censeur..., la place des Systèmes productifs locaux), la mise en place de labels (isolationnisme ou stratégie collective de développement territorial : quels sont les enjeux du patriotisme régional ?), etc.
- Axe 3 : **Les idéologies** des acteurs : les régionalismes dans les mouvances écologistes, syndicales, culturelles, etc. Quelles sont les boîtes à outil théoriques des différentes rhétoriques et pratiques régionalistes ? Il conviendra ici de s'interroger sur la diversité des formes discursives et idéologiques d'appréhension de la région. Quelles sont les motivations de ces néo-régionalismes (cf. Keating, 1998) : notamment en termes de démocratie et de pouvoir d'un côté et de diversité culturelle de l'autre.

ORGANISATION DE L'ATELIER :

Quatre ou cinq interventions peuvent être envisagées dans le temps imparti (deux heures). L'atelier sera introduit et animé par les deux organisateurs. Les interventions seront ensuite discutées par Romain Pasquier, Chargé de Recherche CNRS au CRAPE (IEP de Rennes)

PROPOSITIONS DE COMMUNICATIONS :

1. Les propositions de communication (5 000 signes maximum, espaces compris) doivent être envoyées aux deux organisateurs de l'atelier :

txemaizki@libertysurf.fr

tudi.kernalegenn@gmail.com

La date limite de réception des propositions de communication est le 30 janvier 2007. Le programme définitif sera établi le 20 février 2007.

N'hésitez pas à prendre contact avec les organisateurs au moment de l'élaboration de votre proposition de communication, et notamment à demander plus de précisions sur les objectifs de l'atelier.

2. Aux auteurs retenus, il sera demandé d'établir un résumé en français et en anglais (2000 signes maximum) de leur communication pour le 30 mars 2007.

3. Afin que les différentes contributions circulent entre participants avant le congrès et puissent être mises en ligne, il est souhaité que les textes des contributions (40 000 signes maximum, espaces compris) soient envoyés aux organisateurs pour le 1^{er} juin 2007.